

Organisation des associations naturalistes : puissance structurelle ou pouvoir centralisé ?

Michel Barataud ; Combeauvert 23250 Thauron ; michel.barataud1@orange.fr

(Billet d'humeur du site <http://www.plume-de-naturalistes.fr/> ; 25 janvier 2018)

De nombreuses associations naturalistes locales ou régionales sont actuellement confrontées en France à des choix stratégiques liés aux niveaux d'organisation structurelle de leurs actions. L'unité de base restant l'individu, chacun s'exprime guidé par sa propre personnalité, sa culture assimilée, ses aspirations plus ou moins profondes ou ponctuelles... Cette disparité – reflet d'une diversité essentielle ! complique l'élaboration d'une pensée synthétique qui se doit de rester respectueuse de la philosophie de notre mouvement : partage des connaissances, indépendance, liberté d'expression et d'action...

En écologie, on considère généralement que pour analyser correctement un phénomène local, il faut intégrer un raisonnement sur le fonctionnement global.

La diversité (structurelle, spatiale, interactive, etc.) s'exprime à tous les niveaux de la Vie et de son contexte. Du génome d'un individu aux biomes sur la Terre, elle se rencontre à chaque niveau intermédiaire ; c'est cette propriété qui explique la puissance structurelle du monde vivant, qui lui permet entre autres d'avoir une telle résistance aux perturbations.

Je n'ai pas encore rencontré de naturaliste qui, au fond de lui, conteste cette propriété et ses vertus. Et même si la transposition d'un « modèle naturel » dans les sociétés humaines actuelles dites « occidentales » est parfois délicat, on pourrait supposer logique que les naturalistes s'inspirent, dans la structuration sociale de leurs actions, du modèle de diversité dont la pertinence s'est forgée au fil des temps géologiques.

La collecte des informations sur la Nature se réalise dans le monde naturaliste essentiellement au niveau des individus ; la motivation de ces derniers se décline en plusieurs stades ou registres : le pur plaisir personnel, la pulsion de la connaissance partagée, le besoin d'analyse des informations brutes, le souci de protéger, etc..

Les individus s'organisent en groupes locaux pour répondre à un besoin de partage social, favoriser les échanges de leurs informations, donner plus de puissance à l'interprétation de la synthèse de leurs données brutes, etc. La taille et la portée spatiale de ces groupes est souvent, à l'origine, en cohérence avec des critères qui rappellent le « fonctionnement naturel » : intégrité de l'esprit critique de chaque individu, liens sociaux privilégiés entre individus, sentiment d'appartenance à un territoire (dont la surface est fonction de variables biogéographiques, culturelles, historiques... mais permet toujours l'expression d'affinités sociales – si possible non exclusives !).

Dans un contexte d'Etats centralisés, voire de supers Etats, les groupes locaux organisent des liens entre eux, forment des regroupements (départementaux, régionaux, interrégionaux, nationaux, supranationaux), se calquant souvent sur le modèle politique dominant pour mieux faire entendre leurs aspirations.

Et c'est là que deux choix stratégiques s'opèrent :

- **la puissance structurelle** : garder le modèle naturel qui conserve l'intégrité de chaque niveau d'organisation, tout en augmentant la richesse des liens entre ces niveaux structurels ;
- **le pouvoir centralisé** : ne retenir que deux niveaux pour des raisons ponctuelles de simplification et d'économie : le niveau de base indispensable (collecte individuelle

des informations); le niveau super structuré centralisateur. Certes des niveaux intermédiaires peuvent être créés, qui donneront une apparence de répartition des pouvoirs ; mais ils ne seront là en réalité que pour faciliter le flux de richesses (informations principalement, mais aussi argent) de la base vers la tête.

Face à la pression de l'évolution des choix politiques actuels (notamment cette loi bâclée, aux fondements critiquables et aux effets dévastateurs sur les grandes régions françaises), les deux tendances s'expriment et s'affrontent au sein du monde associatif naturaliste. Peut-être fort naïvement... mais je trouve cela étonnant : qui mieux que cette catégorie culturelle, serait susceptible de raisonner selon une philosophie contraire au « modèle » dont elle est théoriquement convaincue de la pertinence et de l'efficacité ?

Il me semble donc que ceux qui – par inconscience ou par malhonnêteté, aucune des deux ne constituant une excuse – sont tentés de prôner le modèle du pouvoir hautement centralisé, commettent une erreur de raisonnement dommageable à nos intégrités d'individus et de groupes locaux, et fragilisent l'édifice qui soutient notre cause. Par ailleurs, lorsque les moyens utilisés pour appliquer ce modèle utilisent la perfidie ou la force, ils deviennent suffisamment condamnables pour justifier un rejet massif; ils rappellent les stratégies utilisées par certains gouvernants lorsqu'ils imposent aux citoyens une vision du bien collectif très centrée sur leur position d'oligarques.

Porter nos actions aux niveaux « supérieurs » de la hiérarchisation de la société (régionaux, étatiques et continentaux) n'implique pas une disparition des niveaux « inférieurs » garants de la pluralité et du libre arbitre des sources locales. Si cela n'est pas toujours simple de fédérer des pensées et des actions, cette difficulté honore ceux qui la surmonte tout en restant respectueux des fondements philosophiques et naturels qui sont les garants de notre intégrité.

De nombreuses lectures seraient à recommander autour de ce thème général... Deux ouvrages « au hasard » :

DIAMOND, J. 1997. – *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'Histoire*. Gallimard, Paris. 695 pp.

WEBER, E. 2011. – *La fin des terroirs*. Fayard (Pluriel), Paris. 717 pp.